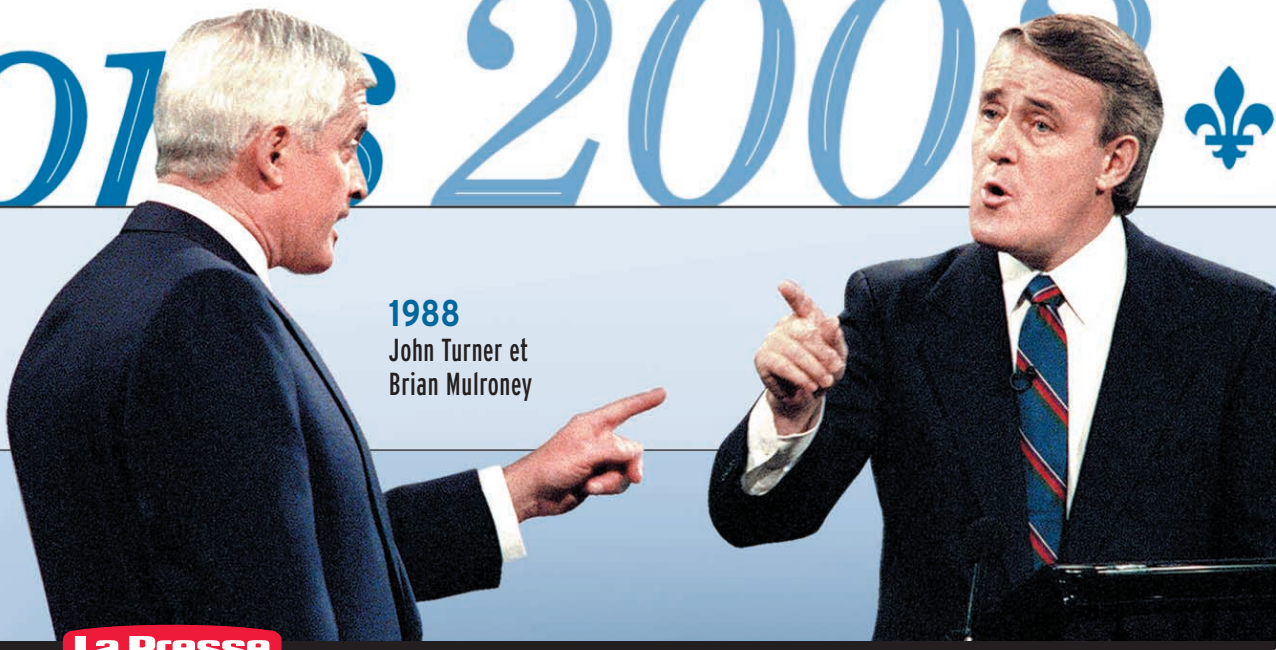


Élection 2008

Le débat des chefs >
Les moments forts du passé page B3



La campagne pour les nuls
Tartare de thon
Page B2



La Presse

CAHIER B | LA PRESSE | MONTRÉAL | DIMANCHE 30 MARS 2003

VINCENT MARISSAL

vmarissa@lapresse.ca



Le plein de confiance

SHERBROOKE — Jean Charest aurait-il vu des sondages auxquels nous n'avons pas accès ? D'où lui vient cette confiance en ses moyens et en ceux de son parti ? Où puise-t-il ce calme et cette certitude de se retrouver aux commandes du Québec le soir du 14 avril ?

Dans le feu d'une campagne électorale, qu'un chef de parti affirme qu'il sera le prochain premier ministre, c'est normal. Le contraire serait même étonnant. Mais tous les chefs ne le font pas avec la même fougue.

En fait, on a déjà entendu des chefs le dire pour la forme sans y croire eux-mêmes. Au cours de la dernière campagne fédérale, en 2000, c'était même devenu une blague dans les discours de Joe Clark, qui provoquait inévitablement les rires dans l'assistance et chez les journalistes quand il disait : « Le 27 novembre, quand je serai premier ministre du Canada... »

Dans la présente campagne, il est loin d'être certain que Mario Dumont arrive encore à se convaincre lui-même quand il dit qu'il gouvernera le Québec dès le 15 avril. Jean Charest est passé par là aussi, et même deux fois plutôt qu'une, aux élections fédérales de 1997 à la tête du Parti conservateur et l'année suivante au Québec avec le Parti libéral.

Cette fois, Jean Charest y croit dur comme fer. Comme quoi les campagnes se suivent mais ne se ressemblent pas. À la mi-campagne, en novembre 1998, à la veille du débat avec Lucien Bouchard et Mario Dumont, il était déjà épuisé par deux semaines de ratés et de mauvaises surprises. Lui qui a toujours tant aimé les débats avait répondu sans entrain aux questions des journalistes qui voulaient savoir ce qu'il attendait de l'événement et comment il s'y préparerait. Le débat aurait pu être une bouée de sauvetage pour le nouveau chef libéral, mais lui donnait plutôt l'impression de se préparer à boire encore la tasse. Fatigué, malmené, Jean Charest portait même des marques physiques de ses déboires de campagne. Comme en 1997 lors de la campagne fédérale, il traînait en 1998 une laryngite qui n'en finissait plus et souffrait d'irritation cutanée au visage.

Ce n'est pas le même homme qui entre ce matin en retraite fermée pour se préparer au débat de demain soir. S'il est vrai que, des trois chefs, c'est Jean Charest qui a le plus à perdre dans ce débat, cela ne semble pas trop troubler le principal intéressé. Cette fois, le débat est une étape attendue dans une campagne qui se déroule bien et non pas, comme en 1998, le passage obligé d'un long chemin de croix.

« Je suis plus confiant qu'en 1998 dans la présente campagne, m'a-t-il confié hier matin au téléphone. C'est le jour et la nuit par rapport à 1998. Je suis en grande forme, je dors bien et j'ai le sentiment du devoir accompli. »

C'est vrai que l'homme est détendu, très détendu, même. Pourtant, à deux semaines du vote, les sondages prédisent pour le moment une victoire du Parti québécois en raison de son avance auprès de l'électorat francophone. « Mes chances de devenir premier ministre sont réelles et je suis confiant parce que les sondages de 1998 avaient une marge d'erreur importante par rapport au résultat final. Je suis confiant aussi parce que ça change vite chez les francophones. Rappelez-vous Mario Dumont, qui a atteint des sommets historiques en juin chez les francophones et à qui plusieurs ont prédit la victoire. Il est aujourd'hui troisième chez les francophones. »

Jean Charest croit aussi que les Québécois se poseront la question : « Qu'est-ce qu'on veut avoir le 15 avril ? » Ce sur quoi insistera le Parti libéral dans les deux dernières semaines de la campagne. « On a bien exposé nos priorités et notre programme ; maintenant, il faut insister sur les choix qui s'offrent aux Québécois. Alors on parlera beaucoup de santé, mais aussi de souveraineté, puisque c'est dans le programme du PQ. »

Hier matin, au téléphone, on devait parler de la lutte dans sa circonscription de Sherbrooke. Mais Jean Charest s'est mis à plaisanter sur la chronique d'un collègue du *Devoir* — chronique qui se payait gentiment sa tête, d'ailleurs — sur les dernières promesses de Bernard Landry, sur les ratés du système de garderie... Si bien que, à court de temps, on a dû remettre la conversation sur Sherbrooke à plus tard dans la journée parce que le chef libéral devait d'abord faire un saut au marché Atwater. Petite activité politique tranquille pour quelqu'un qui sera en débat dans moins de 48 heures, lui ai-je fait remarquer. « Je connais mes dossiers, je suis prêt, nous avons fait une grosse job pour arriver où nous sommes, a-t-il répondu. Il faut prendre nos campagnes avec un peu de recul. »

Prendre du recul ? À deux jours du débat ? À deux semaines du vote ? Pour un chef de parti qui joue son avenir politique dans cette campagne, pas de doute, Jean Charest a fait le plein de confiance depuis 1998.



Le PQ a réuni ses troupes en assemblée, hier, au Centre des congrès de Québec, avec tous les candidats de la région de la Capitale nationale. Devant plus de 800 militants, Bernard Landry a réitéré qu'ils devaient continuer le travail jusqu'au bout.

PQ: Des engagements de plus de 600 millions depuis la mi-mars

Bernard Landry demande aux sceptiques de regarder les réalisations passées de son parti

PASCAL BRETON

QUÉBEC — Le premier ministre Bernard Landry demande aux contribuables qui douteraient de la faisabilité des engagements financiers pris par le Parti québécois depuis le début de la campagne électorale de s'en remettre aux réalisations passées de sa formation.

Depuis la mi-mars, le Parti québécois a promis des mesures de plus de 600 millions, y compris une cinquantaine de millions en crédits d'impôt, dont le forfait-vacances. S'ajoutent à cela les engagements du budget Marois déposé le 11 mars.

Libéraux et adéquistes ont multiplié les critiques à ce sujet au cours de la dernière semaine alors que les contribuables peinent à se retrouver entre l'argent frais et les crédits d'impôt, les mesures appliquées à compter de 2004-2005 et celles qui le seront « à terme » seulement, c'est-à-dire d'ici la fin d'un mandat. « Le passé est garant de l'avenir », répond le premier ministre Landry pour démontrer que le Parti québécois sera en mesure de respecter toutes ses promesses s'il est réélu. Il n'y a qu'à se fier au bilan financier du Québec, qui en est à sa sixième année de déficit zéro, soutient-il.

Le Parti québécois a lui-même multiplié les attaques sur les questions budgétaires depuis une semaine. Il critique quotidiennement le cadre financier des libéraux, tentant de mettre en contradiction leur promesse de réduire les impôts de 5 milliards en cinq ans et celle de geler le budget de tous les ministères, sauf ceux de la Santé et de l'Éducation.

Sur sa propre plateforme électorale, où ne figure aucun cadre financier, la formation de M. Landry se fait toutefois plus silencieuse. Le PQ chiffrera tous ses engagements au fur et à mesure que les annonces seront faites et il n'y aura plus qu'à faire l'addition à la fin de la présente campagne, avait dit à ce sujet le premier ministre lorsqu'il a présenté la plateforme, à Saint-Hyacinthe.

Hier, il a ajouté de nouveaux chiffres à l'ardoise en promettant un soutien accru pour la culture. Un gouvernement péquiste compte augmenter de 20 millions, à terme, le budget du Conseil des arts et des lettres pour les programmes d'aide aux artistes. Une somme de 1 million sera aussi dégelée à compter de 2004-2005 pour sensibiliser les jeunes à la culture, et une politique nationale du patrimoine sera mise en place dès la première année du mandat.

En procédant à ces nouvelles annonces, le premier ministre s'est défendu de faire des « pirouettes » devant les artistes, même s'il est incapable de préciser à quelle date ils disposeront de ces sommes

supplémentaires et récurrentes. « Si on faisait des pirouettes, on leur promettrait de l'argent qu'on n'a pas. On leur promet d'être fidèles à nos convictions passées et d'augmenter les budgets de la culture », indique-t-il.

Le contexte économique peut varier considérablement en cinq ans — durée théorique d'un mandat — a expliqué M. Landry pour justifier son horizon de référence.

La guerre en Irak, « qui peut avoir des conséquences catastrophiques », pourrait aussi avoir une influence, mais il est important de maintenir le cap, croit-il. « Pourquoi on serait pessimiste et on prendrait l'hypothèse sombre ? On prend une hypothèse raisonnable et on avertit les gens qu'on va le faire suivant nos moyens et à terme. »

En réplique aux attaques qu'ils esuient depuis une semaine, les libéraux ont de leur côté affirmé hier que la plateforme du PQ camouflait des compressions de 2 milliards en cinq ans. Les deux partis se sont d'ailleurs lancés dans une bataille de chiffres par communiqués interposés.

« Les annonces continuent, continuent et continuent sans qu'il (M. Landry) soit en mesure de dire comment tout cela sera financé. Je trouve ça inquiétant », a déploré le chef libéral, Jean Charest.

— Avec la collaboration de Tristan Péloquin

L'organisatrice d'Yves Séguin ciblée par une arme à air comprimé

TRISTAN PÉLOQUIN

MARIE POTVIN, organisatrice en chef du candidat libéral Yves Séguin, a été la cible hier d'un tir d'arme à air comprimé, tout juste devant le local du comité électoral d'Outremont.

Atteinte à l'épaule par un plomb de type BB, M^{me} Potvin a été transportée à l'hôpital en ambulance, mais son état de santé n'inspirait aucune crainte en fin d'après-midi. Selon Marc-André Fabien, un organisateur libéral questionné au local électoral, elle souffrirait tout au plus d'une « importante ecchymose » et devrait être de retour au travail dès aujourd'hui.

« Nous n'avons aucune idée de qui a pu faire cela, a déclaré M. Fabien. Est-ce quelqu'un qui voulait s'en prendre délibérément à elle, ou encore une personne qui a tiré au hasard sur la première personne qui est présentée ? On n'en sait absolument rien. »

Les policiers ont également confirmé n'avoir aucun suspect pour l'instant.

Selon l'agent Ian Lafrenière, porte-parole du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), M^{me} Potvin et M. Séguin n'ont pas été l'objet de menaces au cours des derniers jours, pas plus que le Parti libéral du Québec.

L'incident s'est produit vers 12 h 10, devant le 4813, avenue du Parc, au moment où M^{me} Potvin venait de sortir de l'immeuble pour aller se chercher un repas dans un restaurant du quartier. Elle aurait entendu un petit bruit de détonation et ressenti immédiatement une vive douleur à l'épaule. Elle a décidé de retourner dans le local, d'où les policiers ont été alertés.

Aussitôt arrivés sur les lieux, les policiers ont fermé l'avenue du Parc et ont établi un vaste périmètre de sécurité entre les rues Villeneuve et Saint-Joseph. La circulation a été bloquée pendant environ une heure, et une enquête a été démarrée afin de faire la lumière sur les circonstances de cette affaire.

Marie Potvin est âgée de 50 ans et agit à titre d'organisatrice en chef de M. Sé-

guin depuis le déclenchement de la campagne électorale.

Pour sa part, la direction du Parti libéral n'a pas voulu faire de commentaire, se contentant de déplorer l'événement.

AUJOURD'HUI

Sous la loupe

Le « fouillis » de l'aide aux entreprises. Page B2

Bilan de campagne

Analyse de la deuxième semaine. Page B4

Élections 2003

LA CAMPAGNE POUR LES NULS



PAUL ROY
proy@lapresse.ca

Tartare de thon

« Ça prend un couteau très tranchant », a commencé par m'expliquer Jean Charest.

Non, il ne parlait pas du traitement qu'il va infliger à Bernard et Mario lors du débat de demain soir. Plutôt du tartare de thon qu'il comptait préparer pour Michèle et lui hier soir, et dont je lui demandais la recette pour les lecteurs de cette chronique.

Il avait acheté le thon quelques minutes plus tôt à la Poissonnerie Atwater. Alain Archambault, qui était au comptoir, lui en a servi 784 grammes à 49,50 \$ le kilo. Total : 38,70 \$.

« Canadiens », m'a précisé M. Archambault en s'esclaffant.

— Qu'est-ce que vous voulez dire ?

— Les dollars... 38,70 dollars canadiens.

— Ah ! oui, d'accord... Et M. Charest, c'est votre homme ?

— Un des trois, de s'esclaffer à nouveau le poissonnier. Mais il vient souvent ici et j'ai bien du fun avec lui.

— Et vous ne savez pas pour qui vous allez voter ?

— J'aime bien les trois ou quatre dernières journées de la campagne. Les derniers jours, c'est là que ça se passe. Pour moi, en tout cas.

Bon, revenons à cette recette que nous a si aimablement révélée le chef libéral lors de son passage au marché Atwater hier midi : « Ça prend un couteau très tranchant, disait-il. J'aime mieux couper le thon avant de préparer les ingrédients. Mais avant ça, je l'ai mis au congélateur environ une heure. »

La préparation ? « Câpres, oignons, huile d'olive, coriandre — mais pas trop parce que Michèle aime moins la coriandre que moi —, un jaune d'oeuf... Au fait, c'est la recette de Guy Fournier. Un homme au *Journal*, page 105. »

Mais avant de savourer son tartare de thon, Jean Charest avait du boulot à accomplir. Et pour un chef en campagne, le boulot, c'est beaucoup serrer des mains. Alors il en a serré. À commencer par celle d'André Léveillé, qui était venu acheter des légumes et qui a profité de l'occasion pour féliciter le chef libéral pour ses positions sur la santé.

« Ça fait six mois que je suis sur une liste d'attente pour une opération », a dit l'homme de 69 ans, qui a été député de l'Union nationale de 1966 à 1970 et qui a été défait lors des courses au leadership de 1969 et 1971. « Là, je vais être opéré le 11 avril, mais j'aurai voté le dimanche d'avant... »

Entre deux poignées de main, M. Charest et sa femme, Michèle Dionne, faisaient leurs courses, entourés d'une meute de caméramen, perchistes, journalistes et curieux : saucisses chez le saucissier William J. Walker, magret de canard chez...

« Y a du trafic icitte ! » s'est écrit un badaud.

À la Fromagerie du marché, Gilles Jourdenais leur a servi un Kénoami (pâte molle) et un Valbert (pâte ferme), deux « lait cru » d'Hébertville, au Lac-Saint-Jean.

Sortie très réussie dans l'ensemble. Les commerçants du marché connaissent bien le couple Charest-Dionne, et plusieurs avaient des mots d'encouragement pour eux. « Continuez votre bon travail, vous savez que je suis avec vous », a lancé une femme derrière le comptoir de saucisses.

« Mon *chum* y vient de passer », m'a confié Georges Garette, qui vend des sucettes en jouant de la guitare et de l'harmonica. « Je suis ici depuis 26 ans, monsieur ! »

— Vous allez voter pour lui ?

— À 100 % ! Soyez pas inquiet... »

Parcours sans faute pour Jean Charest ?

Pas entièrement. Au tout début, Denis Millette l'avait accosté pour lui reprocher sa position sur les « défusions ». « Je vais voter PQ pour la première fois de ma vie », lui a dit cet hydrogéologue, spécialiste des déversements pétroliers.

— Qui nous dit que vous n'êtes pas péquiste ? lui a demandé un journaliste.

— Je suis fédéraliste, j'ai un drapeau canadien sur mon auto !

À ce moment-là, Jean Charest était déjà parti. Toutes ces mains à serrer... Et puis, les discussions sur les « défusions », c'est bien connu maintenant, il ne s'y attarde pas.

SOUS LA LOUPE > ÉCONOMIE



Pendant la campagne électorale, La Presse analysera les programmes des trois partis politiques. Chaque grand thème — l'éducation, la santé, la famille, la culture, l'économie, le transport, l'environnement — sera décortiqué, afin de permettre aux lecteurs de bien comprendre les enjeux du scrutin.

PARTI QUÉBÉCOIS

- Révision des programmes d'aide aux entreprises.
- Soutien aux industries de pointe, notamment l'hydroélectricité, les technologies de l'information, la pharmaceutique, l'aérospatiale et les biotechnologies.
- Diminution du fardeau fiscal des entreprises.
- Diminution de la taxe sur le capital.

PARTI LIBÉRAL DU QUÉBEC

- Simplification des programmes d'aide aux entreprises.
- Diminution du fardeau fiscal de l'ensemble des entreprises.
- Guichet unique pour l'aide aux entreprises.
- Recentrage des programmes d'aide à l'exportation.
- Élimination de la taxe sur le capital pour les PME.

ACTION DÉMOCRATIQUE DU QUÉBEC

- Réduction du nombre de mesures d'aide aux entreprises.
- Diminution du fardeau fiscal des entreprises.
- Réduction de la taxe sur le capital.
- Soutien aux entreprises innovantes.
- Allègement de la réglementation et du fardeau administratif.

Le « fouillis » des programmes d'aide aux entreprises

Les mesures d'aide aux entreprises prolifèrent, qu'il s'agisse de subventions, de prêts, de crédits d'impôt ou autres. Mais au lieu d'être reconnaissants, les chefs d'entreprises dénoncent ce foisonnement et rêvent d'une réduction des impôts et taxes. Si les partis semblent avoir entendu leurs doléances, les gestes concrets se font attendre.

MARIE TISON

LES ENTREPRISES québécoises ne savent plus à quel saint se vouer.

En 1990, elles avaient accès à deux crédits d'impôt. Avec le dernier budget de la ministre des Finances, Pauline Marois, on en compte désormais 65.

« Ce sont de petites mesures hypersectorielles, hyperrégionales, interventionnistes à outrance, déplore le président-directeur général des Manufacturiers et exportateurs du Québec (MEQ), Paul-Arthur Huot. Elles ont toutes été demandées pour de bonnes raisons, mais lorsqu'on les regarde, ça devient une véritable cacophonie. »

Le président du Conseil du patronat du Québec, Gilles Taillon, souhaite que ces formes d'assistance aux entreprises diminuent considérablement.

« Ça constitue souvent de la concurrence déloyale et ça constitue une forme d'embrigadement des entreprises dans un processus de demandes de subventions ou de crédits fiscaux très, très lourd », soutient-il.

Et très coûteux. En 2001-2002, l'intervention du gouvernement du Québec auprès des entreprises, ce qui comprend les mesures budgétaires comme les subventions, les mesures fiscales comme les crédits d'impôt et les participations des sociétés d'État, a atteint 3,3 milliards de dollars.



Photo REUTERS

En ajoutant de nouveaux crédits d'impôt lors de son dernier budget, Pauline Marois ne s'est pas attiré que des bravos.

En Ontario, l'aide aux entreprises ne dépasse pas 500 millions par année.

M. Richard Fahey, vice-président pour le Québec de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI), estime que certains programmes fonctionnent bien, comme ceux qui portent sur le démarrage d'entreprises ou sur l'aide en région.

« Ces deux vecteurs d'aide gouvernementale sont porteurs, il faut les améliorer, affirme-t-il. Pour le reste, on pourrait faire le ménage de façon rigoureuse. »

Ce que les chefs d'entreprises désirent, c'est que les sommes économisées grâce à une réduction des programmes d'aide permettent une réduction générale des impôts et des taxes.

« Au lieu d'avoir des mesures particulières, adoptons une fiscalité qui va bénéficier au plus grand nombre », soutient M. Fahey.

Ce qui ferait vraiment plaisir, ce serait l'élimination de la taxe sur le capital.

« C'est un obstacle clair et net à l'effort de modernisation que nous devons faire pour améliorer notre productivité », note Paul-Arthur Huot, des MEQ.

En présentant sa politique sur le plein emploi en décembre dernier, la ministre Marois a promis une révision des mesures d'aide aux entreprises et une poursuite des efforts afin de diminuer la taxe sur le capital.

M. Taillon, du CPQ, ne peut cependant s'empêcher de douter. « Je ne pense pas qu'ils bougent, déclare-t-il. Je pense que c'est enraciné dans leur religion, les subventions aux entreprises. »

Il note que les libéraux et les adéquistes promettent aussi une diminution des programmes d'aide, mais sans objectif chiffré.

Une autre mesure aurait l'heur de plaire au monde des affaires québécois : un guichet unique pour avoir accès à tous les programmes d'aide.

Cette fois-ci, c'est M. Huot qui émet des doutes quant à la réalisation d'une telle initiative. Il rappelle que le ministre de l'Industrie et du Commerce avait essayé de mettre en place un portail Internet qui aurait donné accès aux divers programmes.

« Ils n'ont pas réussi parce que les ministères ont voulu protéger leur territoire », soutient-il.

Les programmes des partis politiques n'abordent pas directement le rôle des sociétés d'État comme la Société générale de financement du Québec (SGF) dans le monde économique québécois.

Les gens d'affaires ont leur propre idée à ce sujet. Plusieurs contestent la participation de la SGF dans des initiatives risquées comme celles visant à secourir des entreprises, comme l'usine Gaspesia à Chandler.

M. Huot dénonce pour sa part la participation de représentants du monde syndical et du monde communautaire aux conseils d'administration de ces sociétés.

« Il faut que le conseil soit composé de gens d'expérience dans les questions économiques, soutient-il. Ce n'est pas la place pour faire bon chic bon genre et pour reproduire le modèle paritaire de la société québécoise. »

Caisse de dépôt: le PLQ revient à l'offensive

TRISTAN PÉLOQUIN

LES LIBÉRAUX sont revenus à la charge hier au sujet des mauvaises performances de la Caisse de dépôt et placement en exigeant que Bernard Landry informe la population de l'impact qu'auront les pertes du « bas de laine des Québécois » sur leur vie quotidienne.

« Bernard Landry continue d'essayer de banaliser le gâchis financier de la Caisse en invoquant notamment que c'est arrivé à peu partout dans le monde. Or, Henri-Paul Rousseau, le nouveau président de la Caisse, a été très clair : la situation économique n'explique que 60 % des pertes », a rappelé la candidate libérale Monique Jérôme-Forget, aux côtés du candidat Michel Audet, lors d'une conférence de presse tenue à Montréal. « Puisque ces pertes touchent

directement la population, M. Landry a le devoir de faire toute la lumière là-dessus. Les gens ont le droit de savoir comment ils seront touchés par cette bourde », a-t-elle ajouté.

Prenant pour exemple les informations publiées hier dans *La Presse* selon lesquelles l'actif de la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST) géré par la Caisse a fondu de 2,5 milliards au cours des deux dernières années, M^{me} Jérôme-Forget a souligné que cette situation risquait de se traduire par une importante hausse des cotisations des contribuables. « Pour l'an prochain seulement, cette perte de capitalisation représente un manque à gagner de 175 millions », a souligné la candidate. Pour corriger cette situation, le gouvernement pourrait aussi choisir de réduire les indemnités versées aux travailleurs accidentés, de sabrer dans

les programmes de prévention ou encore de piger dans les poches des employeurs. Il faut que Bernard Landry explique tout cela au contribuable, c'est son devoir. »

Le candidat Michel Audet, ancien président de la Chambre de commerce du Québec, a pour sa part demandé à M. Landry d'expliquer quel sera l'impact de ces mauvais résultats sur la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ), sur la Régie des rentes du Québec et sur les régimes de retraite, dont les actifs sont également gérés par la Caisse de dépôt. « Est-ce que les pertes de 1,7 milliard subies par la SAAQ vont entraîner une augmentation du coût du permis de conduire et de l'immatriculation ? Est-ce que les rentes des retraités seront revues à la baisse ? M. Landry doit répondre publiquement à toutes ces questions », a-t-il lancé.

L'ADQ entend encourager la relève agricole

Presse Canadienne

SAINT-MAURICE — Le chef de l'Action démocratique du Québec, Mario Dumont, et son porte-parole en matière d'agriculture, Joël Bernier, ont annoncé hier matin trois mesures visant à favoriser la relève dans les fermes du Québec.

Mario Dumont affirme que le Parti québécois n'a réussi qu'à démotiver le monde agricole par des approches qui, selon lui, relevaient davantage de l'affrontement que de la concertation.

Pour renverser la vapeur, l'ADQ propose de bonifier les programmes gouvernementaux existants.

D'ici 2008, un gouvernement

adéquiste injecterait 28 millions en plus des 13,7 millions par année que le gouvernement consacre déjà à la relève agricole. Ces sommes seraient puisées à même l'augmentation du budget général du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation prévue dans le cadre financier de la plateforme électorale de l'ADQ.

Joël Bernier a poursuivi en affirmant que le projet de loi « antiparapasse » de l'ADQ simplifierait les procédures des ministères et organismes qui régissent le monde agricole. L'ADQ compte ainsi abolir un maximum d'irritants dans la gestion quotidienne d'une ferme.

Afin de favoriser la vie familiale

à la ferme, l'Action démocratique créerait une caisse d'assurance parentale contributive qui s'autofinancerait. Ses prestataires bénéficieraient d'un soutien équivalent à celui offert par l'assurance-emploi, soit le remplacement de 55 % du salaire hebdomadaire pendant 50 semaines.

À cela s'ajouterait la bonification annoncée par l'ADQ en cours de campagne, qui porterait le taux de remplacement du salaire à 80 % pendant les 24 premières semaines.

Mario Dumont parle de relève agricole en connaissance de cause, puisqu'il exploite toujours la ferme familiale à Cacouna, dans le Bas-Saint-Laurent.

LA TOURNÉE DES CHEFS

Jour 19

PARTI QUÉBÉCOIS (PQ)

Bernard Landry fait relâche afin de poursuivre sa préparation pour le débat des chefs de lundi.

PARTI LIBÉRAL (PLQ)

Jean Charest fait relâche afin de poursuivre sa préparation pour le débat des chefs de lundi.

ACTION DÉMOCRATIQUE (ADQ)

Mario Dumont tient un point de presse à 9 h 45 à l'hôtel Delta Centre-ville sur la rue University, à Montréal. Il fait ensuite relâche pour poursuivre sa préparation pour le débat des chefs de lundi.

Élections 2003

«Nous ne sommes pas des artistes. Ce que nous avons de commun avec les artistes, vous le savez bien. L'art est difficile, la critique est facile.»

— **Bernard Landry, PQ**, questionné sur sa préparation en vue du débat des chefs de lundi

«Le débat, c'est un arrêt sur le parcours de la campagne. Pour être très direct, les médias y attachent une grande importance, mais franchement, l'importance que j'y accorde est relative. C'est le travail des cinq dernières années qui compte.»

— **Jean Charest, PLQ**

«Nous ne croyons pas aux points tournants.»

— **Mario Dumont, ADQ**, commentant vendredi la stratégie de campagne de son parti à l'approche du débat des chefs.

Les débats des chefs : moments forts

1984

Année du premier débat fédéral auquel les électeurs francophones sont conviés. Brian Mulroney assomme le chef libéral John Turner en le fustigeant sur les nominations partisans effectuées par son prédécesseur, Pierre Trudeau. Le chef du NDP, Ed Broadbent, passe pratiquement inaperçu.

1988

Deuxième affrontement Turner-Mulroney-Broadbent. John Turner prend sa revanche et le premier ministre Mulroney a ensuite un mal fou à remonter la pente. Le leader libéral accuse son adversaire conservateur d'avoir vendu le Canada en concluant un accord de libre-échange avec les États-Unis.



1992

Débat référendaire entre Jacques Parizeau et Robert Bourassa. Même si le chef libéral offre une bonne performance, elle sera insuffisante pour lui assurer la victoire du Oui sur l'entente de Charlottetown.

1993

Kim Campbell, Jean Chrétien et Lucien Bouchard s'affrontent en français sur le fédéralisme et la souveraineté. La conservatrice, agressive, va au tapis tandis que Jean Chrétien et Lucien Bouchard sont bien perçus.

1994

Premier débat électoral en 30 ans au Québec. Le dernier avait opposé en 1962 Jean Lesage et Daniel Johnson père. Trente-quatre ans plus tard, Daniel, le fils, premier ministre, se défend mal. Jacques Parizeau le fait mal paraître en évoquant la liste d'attente de l'hôpital Sainte-Justine.

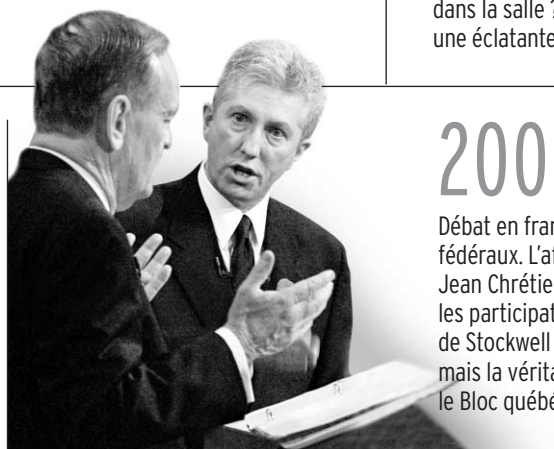
1997

Jean Charest, alors chef du Parti conservateur, se montre très bon débattre. En anglais. Car le débat en français n'aura pas lieu. L'animatrice Claire Lamarche s'effondre, victime d'un malaise. La phrase la plus commentée du débat avorté : «Y-a-t-il un médecin dans la salle ?» Les libéraux remporteront ensuite une éclatante victoire.



1998

Le trio Lucien Bouchard-Jean Charest-Mario Dumont titille les électeurs. On voit évoluer un Lucien Bouchard nerveux, un Jean Charest relativement en forme et un Mario Dumont dégaïté et amusant. Pas de grand gagnant, pas de gaffe mémorable.



2000

Débat en français entre les chefs des cinq partis fédéraux. L'affrontement a lieu uniquement entre Jean Chrétien, Gilles Duceppe et Joe Clark. Oublions les participations amicales d'Alexa McDonough et de Stockwell Day. Succès d'estime pour Joe Clark, mais la véritable bataille se fait entre les Libéraux et le Bloc québécois sur la question du Québec.

Joutes oratoires en tous genres

MARIE-FRANCE LÉGER

LE 12 NOVEMBRE 1962, au lendemain de l'affrontement entre Jean Lesage et Daniel Johnson père, *La Presse* titrait : « Débat du siècle propre et tendu ». « Si les téléspectateurs n'ont appris que peu de neuf en regardant le débat télévisé Lesage-Johnson, l'émission de la décennie, éclipsant en popularité n'importe quel combat de boxe, ils ont du moins pu prendre la mesure des hommes », écrivait le journaliste Gilles Pratte.

Quelque 30 ans plus tard

Les deux adversaires d'hier n'auront pas d'émules télévisuels sur la scène provinciale avant 1994. Le débat opposant cette année-là Daniel Johnson fils et Jacques Parizeau n'aura pas permis de désigner de véritable vainqueur. Et cela, malgré l'extrême nervosité du premier ministre libéral.

« Daniel Johnson était d'une nervosité épouvantable. Il ne nous entendait pas quand on lui parlait. Il avait beaucoup plus à perdre », se souvient l'animateur du débat, Jacques Moisan. Dans le ring,

Johnson avertit le public du danger d'élire un souverainiste, tandis que Parizeau le prie d'arrêter de « brandir encore des épouvantails ». Rengaine connue s'il en est dans le débat politique au Québec...

Bien avant ce premier débat électoral télévisé des « temps modernes », les affrontements du même type faisaient déjà partie de l'histoire politique fédérale. Le premier débat en français remonte à 1984, avec comme arbitre nulle autre qu'Antonine Maillet. L'auteure a expliqué peu après le débat être sortie un peu déçue de l'expérience, faute d'avoir pu pousser les chefs dans leurs derniers retranchements.

Mais Brian Mulroney n'aurait visiblement pas eu besoin d'un crochet droit de M^{me} Maillet pour fondre sur John Turner. « Je n'avais pas le choix », a répondu le chef libéral quand M. Mulroney s'en est pris aux nominations partisans effectuées par son prédécesseur. Bon exemple de phrase malheureuse.

En 1988, le second duel opposant les deux hommes, et accessoirement Ed Broadbent, du NDP, a véritablement fait sauter la mar-

mite. L'heure de la vengeance avait sonné pour John Turner. André Blais, politologue à l'Université de Montréal, se souvient particulièrement de cette joute, où le chef libéral n'a fait qu'une bouchée de M. Mulroney sur le libre-échange. « Il avait accusé Mulroney d'avoir vendu le Canada. L'effet a été très important. Les opinions sur le libre-échange ont bougé à cette époque », a-t-il souligné.

Le débat le plus attendu

Le débat de 1992, entre Robert Bourassa et Jacques Parizeau, est un moment à part dans l'histoire des débats québécois. D'abord parce que ce fut un débat référendaire sur Charlottetown. Ensuite, parce que les téléspectateurs et les commentateurs politiques ont pu se délecter d'un échange trop rare entre de vraies bêtes politiques.

Débat trop technique pour les uns, match nul pour d'autres, il reste que l'importance de l'enjeu et l'habileté politique des participants ont permis de maintenir l'intérêt. Lorsque Parizeau lui a lancé une prétendue bombe cachée, la réplique fut de première classe : « C'est une bombette ! »

Qui a dit que les débats des chefs au Québec devaient être moins animés que les débats fédéraux ? Un bel exemple fut la réunion de 1998 entre Lucien Bouchard, Jean Charest et Mario Dumont. Voilà un autre affrontement où la dynamique s'est installée très vite. Bouchard et Charest étaient à égalité dans les sondages. Quand à Mario, il était là pour casser du sucre sur le dos des autres.

Mais le jeune Dumont s'est fait rattraper par un cinglant : « Pour un jeune homme comme vous, je vous trouve très à droite ! » décoché par Lucien Bouchard. Charest s'est bien battu sur la santé et contre l'assurance-médicaments en soulignant qu'il n'accepterait pas que « des personnes âgées aient à choisir entre manger et acheter des médicaments ». Du bonbon.

Y a-t-il un médecin dans la salle ?

Les téléspectateurs québécois étaient restés sur leur faim un an plus tôt. Claire Lamarche s'était effondrée en plein débat des chefs des partis fédéraux, à peu près à la mi-temps du match.

Les problèmes de tension de M^{me} Lamarche ont fait les manchets

au détriment du reste. Débat nul et presque non avenu. Les 45 minutes manquantes, bien que reléguées dans une nouvelle case horaire, n'ont pas réussi à faire oublier l'événement. Finalement, la question la plus brûlante de ce débat avorté fut : Y a-t-il un médecin dans la salle ?

Le débat fédéral précédent, en 1993, avait été nettement plus enlevé. Une vraie foire d'empoigne, comme l'ont décrit certains. En anglais, la lutte avait été épique entre les chefs des cinq partis. Avec le débat français, Preston Manning et Audrey McLaughlin sont devenus des figurants autour d'un Jean Chrétien habile, d'un Lucien Bouchard passionné et d'une Kim Campbell agressive.

La journaliste Madeleine Poulin, qui animait ce débat, a expliqué plus tard à *La Presse* qu'elle n'avait pas voulu revoir la cassette. Elle a eu raison. Car un débat télévisé se vit à chaud. Parlez-en à Gérard Tremblay, élu maire après avoir été le « candidat de la majorité silencieuse » (l'expression est de l'humoriste Daniel Lemire).

À vos écrans !

Embrayez... décollez.

À l'achat
39 900 \$*

À la location (48 mois)
458 \$/mois**

CADILLAC CTS

- Décollez de 0 à 96 km/heure en 6,9s
- Boîte manuelle Getrag à rapports courts
- Programme d'entretien sans frais, 4 ans/80 000 km *
- Moteur V6 3,2 L DACT de 220 HP
- Traction asservie électronique
- Système Audio Bose avec chargeur de 6 CD au tableau de bord
- Sièges avant chauffants (surface en cuir)
- Garantie 4 ans/80 000 km *

Vos concessionnaires



du Québec

OnStar* Système de communication OnStar avec abonnement d'un an au plan Sain et Sauf

L'Association des concessionnaires Cadillac du Québec suggèrent aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers, s'appliquant au modèle neuf 2003 en stock suivant : Cadillac CTS 2003 (6DM69/R6A/AM9). Photo à titre indicatif seulement. Frais reliés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers, frais d'administration, droits et taxes en sus. *À l'achat, prix de détail suggéré par le manufacturier. Préparation incluse. Transport (1 050 \$), immatriculation, assurance et taxes en sus. **À la location, paiements mensuels basés sur un bail de 48 mois avec un versement initial ou échange équivalent (5 300 \$). Transport et préparation inclus. Immatriculation, assurance, dépôt de sécurité de 550 \$ requis à la livraison. Frais de 12 ¢ du km après 80 000 km. * Selon le premier terme atteint. Le concessionnaire peut fixer son propre prix. Un échange entre concessionnaires peut être requis. Renseignez-vous chez votre concessionnaire participant, à gmcanada.com ou au 1 800 463-7483.

Élections 2003

Petit train va loin...

Une semaine sur le terrain, entre les sondages et la guerre



Photo ALAIN ROBERGE, La Presse ©
Bernard Landry et sa compagne Chantal Renaud ont visité la Maison des enfants, à Montréal, lundi.

Objectif: reconquête

PASCALLE BRETON

GASPÉ — Ayant placé ses pions au début de la campagne, Bernard Landry a passé la dernière semaine à visiter le Québec, concentrant ses efforts dans quelques circonscriptions bien ciblées que le Parti québécois veut rapatrier dans son giron.

Après avoir choisi le cadre de l'Université de Québec à Chicoutimi, mardi, pour annoncer des engagements importants en éducation, le premier ministre s'est rendu à Jonquière en soirée pour inaugurer le local électoral de la candidate Myrtha Laflamme. Cet ancien château-fort péquiste a été perdu aux mains des libéraux lors d'une élection complémentaire en octobre 2001.

Le lendemain, scénario semblable, cette fois dans la circonscription de René-Lévesque, anciennement Saguenay. Le premier ministre a passé la journée avec le candidat de l'endroit, Marjolain Dufour, pour tenter de reprendre cette circonscription, aspirée par la vague adéquate en avril 2002.

Jeudi, le Parti québécois a organisé un grand rassemblement pour les militants de quatre circonscriptions du Bas-Saint-Laurent : Rimouski, où la lutte est chaude contre les libéraux, Matapédia, Matane et Kamouraska-Témiscouata, où Harold Lebel tente de déloger le libéral Claude Béchar. L'événement a toutefois attiré moins de militants que ce qui était escompté.

À quelques jours du débat, le Parti québécois a aussi passé en revue ses munitions, corrigeant quelque peu sa stratégie pour ajuster le tir sur les libéraux. Dans sa mire, le cadre financier et les défusions. Toute la semaine, les annonces péquistes étaient suivies d'un communiqué critiquant les mesures du programme libéral.

Il fallait bien que quelqu'un dénonce le cadre financier du Parti libéral, « qui ne se tient pas », explique-t-on dans l'entourage du PQ pour justifier cette stratégie. Il y a aussi une autre explication. Un sondage publié au début de la semaine a révélé une remontée des libéraux, qui soufflent maintenant dans le cou des péquistes.

Comme le PQ reste largement en tête chez les francophones, la confiance est palpable. « Notre campagne électorale va bien, reconnaissons-le, mais on ne doit pas défaillir une fraction de seconde. (...) Il nous est arrivé d'arrêter trop tôt parce qu'on pensait qu'on allait gagner », a toutefois mis en garde le premier ministre.

Après deux semaines de campagne, il semble d'ailleurs clair que le PQ joue de prudence, évitant tout terrain glissant, surtout à la veille du débat. « N'avez-vous pas l'impression de conduire votre campagne sur le pilote automatique ? » a d'ailleurs lancé une journaliste au premier ministre offusqué. « En votre présence, on a annoncé 1000 choses... C'est sûr que quand on gouverne avec ardeur et efficacité pendant des années, on n'a pas besoin de la même campagne pour dire aux gens qu'on est efficace, ils ont juste à regarder les chiffres », a rétorqué M. Landry.

Quant au débat de demain, le premier ministre ne cesse de répéter qu'il est prêt, même s'il est le seul des trois chefs à ne jamais avoir participé à un tel événement. « Ça fait au moins 30 années que je me prépare, si on ne compte que mes années de vie publique. »

Dans cette campagne encore tranquille, il reste que la plus grande nouvelle sera finalement venue de l'extérieur, lorsque le grand chef du Grand conseil des Cris, Ted Moses, a appuyé publiquement le Parti québécois, lundi dernier. Un appui aussi inespéré qu'historique quand on sait que les autochtones votent généralement pour le Parti libéral.

Le PQ fait bien, malgré tout, de sillonner les routes de la province à la reconquête des circonscriptions égarées, le taux de participation des autochtones aux élections étant très bas.



Photo ROBERT NADON, La Presse ©
Jean Charest et la candidate Monique Jérôme-Forget ont fait un tour à l'entreprise Formetal, lundi.

La machine et le grain de sable

KARIM BENESEAIEH

UN DOCUMENT sur la politique familiale, un cahier sur l'innovation technologique, des tonnes de projets pour les jeunes et l'éducation, de bonnes nouvelles pour les régions... Il ne s'est pas passé une journée cette semaine sans que le chef libéral, Jean Charest, ne lance un nouveau volet de son programme, menant une campagne réglée au quart de tour qui ne laisse pas de place à l'imprévu.

Un petit train libéral qui veut aller loin, quoi, et qui ne rencontre aucun obstacle.

Aucun ? Non. Ici et là, de Val-d'Or à Sherbrooke en passant par le « West Island » montréalais, est réapparue la fameuse promesse libérale de permettre aux citoyens de se prononcer sur les fusions forcées.

Jean Charest n'a jamais abordé de sa propre initiative ce pan pourtant majeur du programme libéral. Il aura fallu chaque fois que les médias et l'actualité le relancent, lors de l'une ou l'autre des 21 étapes de la semaine, pour qu'il répète la cassette officielle. « Le PLQ n'est ni pour ni contre les défusions, il propose le respect de la démocratie depuis octobre 2000 », a-t-il répété sans fléchir.

Cadeaux en région

La machine libérale est manifestement prête à annoncer son programme, elle s'y est préparée depuis septembre 2002. Des documents de référence bien fournis ont été donnés aux journalistes pratiquement tous les jours de la semaine.

On veut « parler contenu », précise souvent M. Charest, et laisser les attaques personnelles aux chefs des autres partis.

Samedi, on a offert aux régions une décentralisation « à la carte », qui leur permettrait selon leurs désirs d'avoir une part de la TVQ, des redevances en ressources naturelles ou une part du financement lié à des programmes.

Dimanche, c'était aux parents que l'on offrait une panoplie de mesures pour les aider à s'occuper de leurs enfants en difficulté, de l'aide aux devoirs aux crédits d'impôts. Puis on a annoncé que les libéraux créeraient une coalition de provinces canadiennes qui iraient chercher leur dû à Ottawa pour corriger le déséquilibre fiscal.

Mercredi, petit pavé dans la mare : la candidate-vedette Monique Jérôme-Forget annonce en point de presse qu'elle ne votera pas pour la défusion de Montréal. Elle s'éloigne de la ligne du parti. L'organisation libérale en fait peu de cas.

Ce jour-là, Jean Charest lance le programme libéral pour les jeunes, promettant notamment un réinvestissement de 240 millions dans les universités. Encore une fois, les libéraux démontrent les difficultés qu'ils ont à attirer les jeunes : comme à Rimouski la semaine précédente, la conférence du chef libéral n'en attire qu'une douzaine.

Même scénario le lendemain, en Abitibi. Alors que les libéraux lancent un programme étoffé en matière de gestion des ressources naturelles, le maire de Val-d'Or demande à Jean Charest de laisser tomber sa promesse de défusions. Vendredi, à Laval et dans l'ouest de l'île de Montréal, ce sera au tour des promesses libérales visant à hausser le niveau de vie des Québécois d'être occultées par le débat sur les fusions forcées.

Impassible, convaincu de proposer un programme bien structuré et éprouvé par six mois d'analyse, Jean Charest maintient le cap. « On veut dire à la population du Québec qu'on a fait nos devoirs, qu'on connaît le Québec de fond en comble, qu'on a préparé un programme et une vision d'avenir qui se tiennent », a-t-il expliqué hier à Laval.

Pour le reste, que ce soit en réaction aux appels des maires opposés aux défusions ou aux sondages de mi-campagne, plutôt favorables, le chef libéral a sa « ligne » et il n'en démord pas : « Le 14 avril prochain, les citoyens auront l'occasion de se prononcer. »

Effectivement.



Photo ARMAND TROTTIER, La Presse ©
Mario Dumont « teste » les produits de Solarium de Paris, vendredi.

La bataille des régions

MARIO CLOUTIER

TROIS-RIVIÈRES — C'était vrai en 1998 ; ce l'est encore cette année. En raison du vote francophone et de la concentration de l'électorat anglophone, l'issue d'une campagne électorale au Québec dépend souvent des batailles rangées qui se déroulent à l'abri des regards, dans les régions. Quel parti réussira à gruger suffisamment l'avance du Parti québécois pour lui ravir des circonscriptions ?

Les horaires ultrachargés du chef adéquate, partout où il se rend, démontrent que Mario Dumont croit encore que l'Action démocratique du Québec est capable de réaliser ces gains cruciaux, faisant toute la différence entre un effondrement, la balance du pouvoir ou même plus. Le 14 avril, les grands centres retiendront moins l'attention que des circonscriptions méconnues dans les régions du Lac-Saint-Jean, de la Mauricie, de l'Abitibi, de la Beauce ou de l'Estrie. C'est là que se jouera l'avenir de l'Action démocratique.

Et c'est là, au plus creux des sondages, lundi soir dernier dans Sherbrooke, que Mario Dumont a livré le meilleur discours de sa campagne devant une foule de près de 500 militants survoltés. Attaquant le « manque de courage » et l'entourage du chef du Parti libéral, Jean Charest, le leader de l'ADQ n'a pas tant changé de cible principale que visé le siège même du député de Sherbrooke, tablant sur une organisation visiblement bien portante.

M. Dumont répète qu'il gagnera circonscription par circonscription, porte par porte, main par main. L'image fait sourire, mais 124 autres candidats s'activent ainsi tous les jours. Au quartier général de l'ADQ, le mot d'ordre est simple : si un candidat est déprimé par les sondages, on l'envoie faire du porte-à-porte parce que, inévitablement, il revient gonflé à bloc par des appuis insoupçonnés, paré à nouveau pour le combat.

Reste que l'autre guerre, la vraie, a pris beaucoup de place dans l'esprit des gens, concède le chef. Les électeurs se rebrancheront sur les discussions suscitées par l'ADQ, ajoute-t-il, à partir du débat télévisé de demain. Un doute subsiste : les sondages. Non pas la cote de popularité de l'ADQ, peine d'amour à laquelle ne croit pas le chef, mais l'omniprésence inhabituelle d'un baromètre quotidien dans le décor et son effet sur la psyché des électeurs.

« Les gens parlent des sondages. Peu de gens, à travers l'habileté de M. Landry à faire diversion sur les grands enjeux, parlent de ce qui se passe vraiment au Québec, de ce qu'on va laisser aux prochaines générations », a souligné un Mario Dumont perplexe cette semaine.

La campagne acharnée que mène l'ADQ pour secouer cette torpeur comporte aussi des risques. L'organisation a connu ses premiers ratés jeudi, au retour de l'Abitibi, qui a donné lieu à une conférence de presse mal préparée. Plutôt que de prendre un peu de repos après un voyage éreintant, voici ce qui attendait le chef adéquate : quatre entrevues avec les médias, deux visites de locaux communautaires, une autre dans un centre d'accueil et un discours en soirée, le tout entre Québec et Montréal.

Il y a des jours comme cela où la route semble interminable entre l'ADQ et le pouvoir. Mais Mario Dumont sème ses graines une à une le long du sentier. Les Diane Bellemare, Pierre Brien, Joëlle Lescop et quelques autres représentent de nouvelles figures politiques que péquistes et libéraux lui envient déjà. Chemin faisant, quoi qu'il advienne, Mario Dumont aura fait pousser ce qui commence à ressembler à un parti.

ACTUALITÉS

Le découvreur de la fameuse pneumonie atypique terrassé à son tour

FRANÇOIS CARDINAL

LA PNEUMONIE atypique a fait une nouvelle victime à Bangkok, hier, et non la moindre. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a déploré le décès d'un de ses médecins, celui-là même qui a identifié le premier le syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS) qui secoue actuellement la planète.

Le médecin italien Carlo Urbani avait repéré l'apparition de cette pneumonie atypique à la fin du mois de février lors de la visite d'un homme d'affaires qui avait récemment été en contact avec la personne qui a propagé la maladie dans le monde. Ce spécialiste onusien des maladies transmissibles était un expert dans son domaine, comme en témoigne le prix Nobel de la paix qu'il a reçu en 1999 avec l'organisation Médecins sans frontières, dont il était le président pour l'Italie.

Cette nouvelle a assombri une journée jusque-là relativement calme, hormis à Hong Kong, où l'on recensait 45 nouveaux cas. Cela porte à 470 le nombre de personnes contaminées dans cette région. Au total, 12 personnes ont succombé au virus et un millier d'autres ont dû être mises en quarantaine.

Ailleurs dans le monde, une certaine accalmie a pu être constatée. À Toronto, bien que le bilan ne se soit pas alourdi (une centaine de personnes contaminées et trois morts), tout le personnel hospitalier de la région a été averti hier qu'il était dorénavant obligatoire de porter masques, gants, combinaisons sanitaires et lunettes de protection au travail.

Vendredi, alors que trois cas probables et un autre suspect ont été recensés au York Central Hospital de Richmond Hill, les autorités ont décidé de fermer l'établissement et de mettre les 1800 employés en quarantaine. L'accès aux hôpitaux North York General, Southlake Regional Health Centre, de Newmarket, et Markham-Stouffville Hospital sera aussi bientôt restreint.

Singapour, qui a déjà recensé deux décès sur son territoire, a par ailleurs annoncé trois nouveaux cas suspects hier. Vendredi, la ville a doublé le nombre de personnes placées en quarantaine: elles sont désormais plus de 1500. De son côté, Taïwan a annoncé que le nombre de cas avérés de SRAS dans l'île était passé de 10 à 12.

Enfin, 59 cas suspects sont surveillés aux États-Unis.

Globalement, l'OMS indiquait hier que le SRAS a causé la mort d'au moins 55 personnes et en a contaminé 1550.

Plusieurs laboratoires dans le monde, tels les centres de contrôle et de prévention des maladies d'Atlanta et le Laboratoire national de microbiologie de Santé Canada à Winnipeg, travaillent sans relâche depuis quelques jours au séquençage du génome du virus.

On estime que les résultats devraient être connus d'ici deux semaines.

— avec AP et PC



Le médecin italien Carlo Urbani avait repéré l'apparition de la pneumonie atypique à la fin du mois de février lors de la visite d'un homme d'affaires qui avait récemment été en contact avec la personne qui a propagé la maladie dans le monde. Ce spécialiste onusien des maladies transmissibles était un expert dans son domaine, comme en témoigne le prix Nobel de la paix qu'il a reçu en 1999 avec l'organisation Médecins sans frontières, dont il était le président pour l'Italie.

Le virus s'est répandu dans une quinzaine de pays

FRANÇOIS CARDINAL

APPARU pour la première fois en Chine l'an dernier, le virus de la pneumonie atypique n'a pas fait grand bruit... Jusqu'à ce qu'il prenne l'avion à la fin du mois de février dernier, se répandant depuis à la vitesse grand V.

« Depuis la mi-novembre déjà, on observait dans la province de Guangdong, en Chine, la survenue d'une pneumonie atypique, précise Yves Robert, médecin-conseil au ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec. Mais nous avions alors très peu de données. »

Puis, le 21 février, à Hong Kong, une rencontre aussi malheureuse que fortuite déclencha une propagation mondiale du syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS), une maladie dont la cause est inconnue. Ce jour-là, quelques heures après le dîner, au moins sept personnes attendent l'ascenseur au neuvième étage de l'hôtel Metropole, un établissement trois étoiles situé dans la péninsule de Kowloon. Parmi eux se trouve un médecin qui avait soigné récemment quelques-uns des 305 cas de pneumonie atypique, dont cinq mortels, qui avaient été signalés en février dans la province de Guangdong. Personne ne remarque le médecin, sinon lorsqu'il éternue violemment. Puis, rien, du moins semble-t-il. L'ascenseur arrive et tous s'y engouffrent.

Le lendemain, le médecin en question, affaibli par ce qui ressemble à un rhume, décide de quitter l'hôtel pour se réfugier dans un hôpital de Hong Kong. Le surlendemain, il meurt des suites du virus.

Parallèlement, selon l'analyse épidémiologique réalisée par les centres de contrôle et de prévention des maladies d'Atlanta, les autres clients de l'hôtel s'envolent pour le Vietnam, l'Allemagne, Singapour, les États-Unis, l'Irlande... ainsi que Vancouver et Toronto.

Le 26 février, la cliente ayant fait le voyage de Hong Kong à Toronto ressent des douleurs musculaires, elle tousse et a particulièrement mal à la gorge. La maladie s'aggrave au cours des jours suivants, puis, le 5 mars, elle est carrément incapable de se lever de son lit. Toute la famille est à son chevet lorsqu'elle perd la vie ce jour-là, incapable de respirer.

Le lendemain, les proches de la victime ressentent à leur tour certains symptômes. Les douleurs ressenties par son fils sont si fortes qu'il se rend immédiatement à l'urgence de l'hôpital Scarborough Grace, dans l'est de la ville. Les médecins croient alors qu'il s'agit de la tuberculose... Jusqu'au 12 mars, date à laquelle l'Organisation mondiale de la santé (OMS) émet une alerte mondiale au sujet d'une « pneumonie atypique ».

L'alerte fait suite à une série de flambées épidémiques « d'une forme grave » de pneu-

monie au Vietnam, à Hong Kong et dans la province chinoise de Guangdong. À Hanoï, par exemple, un autre client de l'hôtel Metropole, un homme d'affaires américain, venait de contaminer environ 20 membres du personnel de l'hôpital qui l'avait accueilli. À Hong Kong, le département de la santé signalait pour sa part une épidémie d'atteinte respiratoire dans l'un de ses hôpitaux publics. Sur 50 agents de santé examinés, plus de 20 présentaient un syndrome fébrile et une dizaine, des signes précoces de pneumonie.

Pendant ce temps, au Canada, la situation s'aggrave. Le 17 mars, huit Canadiens sont touchés, dont deux qui ont succombé au virus. Le bilan passe à 10, puis des centaines de personnes sont mises en quarantaine et une autre personne meurt. On répertorie aujourd'hui au Canada une centaine de cas suspects, dont le tiers sont « probables », c'est-à-dire des personnes qui présentent les symptômes du SRAS. Aucun cas n'a été détecté au Québec.

En Asie cependant, le bilan s'alourdit de jour en jour. Hier, on dénombrait dans le monde 55 décès et plus de 1485 personnes contaminées, la plupart en Chine.

« Ce n'est pas une maladie qui tue beaucoup », affirme néanmoins le Dr Robert. Alors qu'une pneumonie « normale » peut entraîner dans la mort 10 % des personnes affectées, ajoute-t-il, on évalue à 5 % le taux de mortalité du SRAS.



Photo BOBBY YIP, Reuters

Le gouvernement américain a invité ses ressortissants à reporter tout voyage en Chine, à Hong Kong, à Singapour et à Hanoï. De retour de vacances à Hong Kong, la petite Abby Jesup, ci-dessus, aide son papa Pete à mettre son masque avant de prendre l'avion pour Sydney.

DU CARACTÈRE!

Tous les dimanches dans **La Presse**

LECTURE

TECHNIQUE NADEAU
Leçons d'essai EXERCICES DOUX

Lundi 31 mars 18h15
Mardi 1^{er} avril 13h00
Mercredi 2 avril 10h30
Vendredi 4 avril 18h15
Lundi 7 avril 20h00

CENTRE YOGA COLETTE MAHER
9660, rue Lajeunesse
(514) 387-7221

L'INSTITUT DE YOGA ET DE MÉDITATION
COURS CONTINUS & ATELIERS DE YOGA
PROGRAMME DE FORMATION ET DE CERTIFICATION DE PROFESSEURS DE YOGA

(514) 843-YOGA(9642)

Reproduction de meubles d'époque (sur mesure) **Ouvert 7 jours**

Armoire audio-védo
Mobilier de salle à manger et de chambre.
Lampes et accessoires

Atelier des Compagnons
1269, rue Van Horne, Outremont
(514) 277-5772

Basilier
436, rue Victoria, St-Lambert
(450) 465-8647

LOTO QUÉBEC Résultats TVA, le réseau des tirages

649 Tirage du 2003-03-29 05 07 18 30 37 46 Complémentaire: (19)	Québec 49 Tirage du 2003-03-29 03 17 21 27 37 41 Complémentaire: (45)
Quotidienne Tirage du 2003-03-29 3 4 820 1814	RAMCO Spécial Tirage du 2003-03-29 Résultats non disponibles
Extra Tirage du 2003-03-29 Résultats non disponibles	Extra Tirage du 2003-03-28 NUMÉRO: 703890
SUPER 7 Tirage du 2003-03-28 02 14 26 31 32 33 39 Complémentaire: (08)	GAGNANTS LOTS 7/7 1 22 000 000,00 \$ 6/7+ 5 206 803,40 \$ 6/7 331 2 733,40 \$ 5/7 21 019 153,70 \$ 4/7 454 622 10,00 \$ 3/7+ 424 891 10,00 \$ Ventes totales: 55 858 386 \$ Prochain gros lot (appr.): 25 000 000 \$

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

Si vous avez un problème de jeu... **MISE SUR TOI** 1 866 505-JEUX



PARCOURUE PAR RÉAL PELLETIER

LA PRESSE D'AILLEURS

Le Monde

The New York Times

FINANCIAL TIMES

The Boston Globe

Irak: tous pour ranimer la Révolution tranquille

Washington et Bagdad partagent le même objectif: faire revivre l'Irak prospère de 1980

Les images courantes venant de Bagdad ne sont pas évidentes à cet égard, mais l'histoire nous apprend que l'Irak a déjà connu sa Révolution tranquille qui a doté le pays d'un fier niveau de vie et d'une solide classe moyenne. Les guerres aventureuses de Saddam contre l'Iran puis contre le Koweït, et finalement les sanctions auront cassé le modèle, que les Américains promettent de reconstituer en un an et à leur propre initiative, plutôt que sous mandat international. Des premiers contrats de reconstruction, sans appel d'offre, viennent d'ailleurs déjà être accordés à des entreprises américaines, une initiative qui n'a pas manqué de désarçonner les Européens. Le geste a même choqué les plus fidèles collaborateurs des Américains dans cette guerre contre l'Irak, les Britanniques.

L'«urgence», version américaine

L'agence USAID, l'équivalent à Washington de ce qu'est l'ACDI à Ottawa, invoque « l'urgence » pour justifier la procédure retenue : pas d'appel d'offre public et transparent mais sélection d'entreprises « ayant de l'expérience ». Inhabituelle, cette façon de faire demeure légale, les agences gouvernementales américaines ayant le droit d'agir ainsi pour répondre à des besoins urgents.

Le patron de l'USAID, Andrew Natsios, s'est expliqué en conférence de presse et le quotidien *Le Monde* le cite : « Cette procédure permet de gagner un temps considérable. Nous avons ramené de six à deux mois le délai habituel. Nous avons sélectionné directement des sociétés qui réagissent vite et ont obtenu les certifications de sécurité indispensables par le Pentagone. Seules des entreprises américaines les ont. Nous sommes de toute façon tenus par la loi à faire appel seulement aux groupes américains comme premiers contractants. »

M. Natsios donne ensuite à entendre que la sous-traitance sera ultérieurement offerte aux étrangers, précisant qu'« une partie de la sous-traitance reviendra » aux entreprises britanniques. C'est le cas notamment de l'aide humanitaire.

Mais les ambitions de l'administration Bush en matière de reconstruction vont bien au-delà de l'aide humanitaire, note le correspondant du *Monde* à New York. L'objectif du président est de ramener en 12 mois l'économie irakienne à son niveau d'il y a deux décennies, avant la guerre contre l'Iran. Il s'agit non seulement de rebâtir et de réparer les infrastruc-



Deux Bagdadaises faisant leur épicerie le 10 février dernier.

Photothèque La Presse

tures de transports, d'alimentation en eau et en électricité, mais aussi de remettre en marche le système bancaire, de santé et d'enseignement du pays.

Plusieurs contrats viennent déjà d'être accordés ces derniers jours, de sorte que le monde se trouve devant une sorte de fait accompli pour ce qui est de l'orientation générale de la reconstruction de l'Irak, même si, jusqu'ici, la lourdeur des grandes manœuvres militaires ne laisse guère entrevoir une terre irakienne imminemment mûre pour une reconstruction hâtive.

Le *New York Times* signalait hier, dans le repiquage hebdomadaire qu'en fait *Le Monde*, que les efforts conjugués de la CIA et des services spéciaux du Pentagone auprès des élites irakiennes nées de sa Révolution tranquille ne paraissent pas avoir procuré l'efficacité militaire anticipée dans l'aventure en cours.

Qu'importe le bouillier militaire, l'itinéraire parallèle de la reconstruction suit son cours. Washington a fait son nid, au grand dam d'ailleurs des élites européennes consultées par le *Financial Times*, de Londres, et qui expliquent : « Nous croyons que les Nations unies doivent continuer à jouer un rôle central durant et après la crise en cours. Le système de l'ONU recèle une capacité unique et une expérience pratique dans la coordination de l'assistance dans les États qui ont vécu un conflit. »

Mais les élites de Washington ne

marchent pas. Thomas Carothers, qui suit le dossier de l'Irak au centre de recherche Carnegie Endowment, explique au *FT* : « Ce sera une occupation différente de ce qu'on a vu jusqu'ici. Il s'agira d'une occupation militaire plutôt que d'une administration internationale. »

Même s'il partage largement les vues américaines sur le danger que représente l'Irak de Saddam Hussein, le gouvernement britannique a du mal à souscrire à la démarche de Washington pour la reconstruction.

Les privilèges de l'occupant

Clare Short, la ministre du Développement international dans le cabinet de Tony Blair, soupçonne que toute l'opération reconstruction émane du Pentagone, un milieu pas particulièrement porté sur les Nations unies.

« Sans un mandat des Nations unies, les belligérents (étrangers), dit-elle, ne peuvent être considérés que comme une armée d'occupation et ils ne disposent, en vertu du droit international, d'aucun droit de changer les arrangements institutionnels du pays. » La ministre ajoute que le gouvernement Blair a pris des engagements fermes de cette nature vis-à-vis de son Parlement et que le président Bush et le premier ministre Blair ont conclu des accords qui vont dans le même sens.

De fait, le président Bush a déclaré publiquement, à l'issue de sa

rencontre avec les chefs de gouvernement britannique et espagnol aux Açores, que la démocratisation des institutions irakiennes se fera en coopération étroite avec la communauté internationale, incluant les Nations unies et les pays membres de la coalition.

Les Britanniques, comme les Européens en général, veulent bien prendre bonne note de ces nobles déclarations d'intention, mais ils voient très bien par ailleurs comment se présente la situation dans la vraie vie : tout indique que c'est le haut commandant militaire américain en Irak, le général Tommy Franks, qui prendra les commandes du pays immédiatement après la fin des hostilités, à moins que ce ne soit son adjoint, le lieutenant-général John Abizaid, qui a l'avantage de parler l'arabe. À l'administration centrale des affaires civiles, on trouvera un ex-général à la retraite, Gen Garner, entouré d'une équipe de « conseillers », plus souvent qu'autrement d'ex-hauts fonctionnaires du département d'État, du Pentagone ou de la CIA. Ces « conseillers » s'installeront dans les ministères avec pour premier mandat de sabrer dans le personnel mêlé au système de corruption ou ayant entretenu des liens étroits avec Saddam Hussein.

Les reporters du *Financial Times* ont rencontré un ex-diplomate qui a été approché pour exercer pareille fonction et qui a refusé catégoriquement, en expliquant qu'il ne pouvait absolument pas compren-

dre « comment un système du genre puisse marcher ». Il précise que plusieurs personnes qui ont déjà accepté le poste n'ont jamais mis les pieds en Irak et qu'ils sont incapables de parler ou de lire en arabe sur un mode opérationnel. Et comme les affaires des ministères se brasseront en langue arabe, ces « conseillers » seront entièrement à la merci d'Irakiens pour leurs informations.

Le gouvernement américain, dans un premier temps, paierait le salaire de quelque deux millions de fonctionnaires, instituteurs et travailleurs de la santé inclus, et même celui d'une vaste portion de l'armée régulière qui agirait comme force constabulaire, étant entendu que la garde républicaine de Saddam serait annihilée.

La clé «classe moyenne»

Washington mise en somme sur le regain de la classe moyenne. Avant les guerres de Saddam, rappelle l'historien palestinien Said Aburish, cité par le *Boston Globe*, Bagdad, contrairement à d'autres pays pétroliers du Moyen-Orient, avait investi une grande part de ses revenus de l'or noir dans les hôpitaux, les écoles et les routes, gonflant sa classe moyenne.

Fin des années 70, presque tous les enfants d'Irak avaient complété leur primaire et 60 % leur secondaire. On avait triplé le nombre de médecins par tranche de 1000 habitants et on encourageait les femmes à se joindre au marché du travail. L'État encourageait ses jeunes médecins, ingénieurs et fonctionnaires à aller parfaire leur formation aux États-Unis ou en Europe. En 1980, l'Irak récoltait 25 milliards de dollars par an de son pétrole, se situait comme premier pays pétrolier économique des États-Unis dans la région et son principal acheteur de blé.

L'Irak de Saddam de cette période, avec sa réforme agraire, ses services de santé et ses lois sur le salaire minimum, constituait déjà ce que les Américains veulent aujourd'hui reconstituer en prenant les grands moyens : la première économie moderne du monde arabe. Les sanctions auront fait passer le dinar irakien de 1,50 au dollar à entre 1500 et 2600 au marché noir actuel.

Washington a le retour de cet Irak-là dans sa mire ; mais aussi le gouvernement irakien. Le ministre de l'Information, Mohammad Sa'eed Sahaf, cité par le *Boston Globe*, croit lui aussi que l'abolition des sanctions peut ranimer la Révolution tranquille irakienne. La guerre ne sera peut-être pas que militaire.



The New York Times

Traditions

IL Y A DES TRADITIONS qui se perdent à la faveur de la guerre engagée par l'administration Bush contre l'Irak. Il est d'usage, par exemple, que le mouvement syndical américain, incarné par la grande centrale AFL-CIO, se range du côté de l'administration lorsque le pays est en guerre, quelle que soit l'appréciation que puissent avoir les travailleurs pour la politique sociale du gouvernement en place. Le mouvement syndical américain a donc soutenu Washington dans les guerres de Corée, du Vietnam et du Golfe. Mais lors de sa réunion d'hiver au début mars, le comité exécutif de l'AFL-CIO a approuvé à l'unanimité une résolution pressant le président Bush de s'inscrire dans une démarche multilatérale contre l'Irak et accusant l'administration de diviser l'univers et d'insulter les alliés des États-Unis. Le comité exécutif, qui représente 65 grands syndicats, reproche au président de ne pas avoir réussi à « démontrer de façon cohérente au peuple américain et au monde le besoin d'une action militaire contre l'Irak à ce moment-ci », rapporte le *New York Times*. Même lors de la très controversée guerre du Vietnam, la centrale avait apporté un appui ferme à l'administration de l'époque. Curieusement, ce sont les enseignants à ce moment-ci qui auraient tendance à approuver Bush.

JEUNE AFRIQUE
L'intelligent

Récrimination

NOMBRE D'INDICES permettent de croire qu'une fois l'Irak de Saddam dans le sac, les États-Unis voudront mettre d'autres régimes malcommodes à leur main. La rumeur médiatique évoque évidemment les deux autres volets du tryptique appelé « l'axe du mal », c'est-à-dire l'Iran et la Corée du Nord, qui donnent signe de s'amuser avec le nucléaire, mais on évoque aussi à l'occasion des pays comme le Soudan et la Syrie, dont Donald Rumsfeld disait encore du mal la semaine dernière. L'hebdo *Jeune Afrique-L'Intelligent*, quant à lui, se demande si la Libye de Kadhafi ne va pas, elle aussi, se retrouver sur la liste noire de Washington. Mouammar Kadhafi fait des pieds et des mains depuis quelques mois pour jouer les enfants sages, mais son pays figure toujours sur la liste des « États voyous » identifiés par le département d'État. James Woolsey, ex-patron de la CIA, n'a pas caché, dans une entrevue au magazine *Al-Watan al-Arabi*, qu'un scénario comme celui de la guerre en Irak pourrait être reconduit en Syrie, au Soudan ou en Libye. Le secrétaire britannique à la Défense, Geoff Hoon, avait déjà, en mars 2002, évoqué le recours au nucléaire contre un pays comme la Libye, si celui-ci faisait usage d'armes de destruction massive contre des soldats britanniques.



The Sunday Telegraph

Contravention

À 74 ANS, Joan Slotte, de Santiago en Californie, considère encore la planète comme une vaste piste cyclable. Il y a à peine 10 ans, elle remportait une médaille aux « Senior Olympics » et on la juge en meilleure condition physique aujourd'hui que la plupart des femmes qui ont la moitié son âge. Mal lui en a pris cependant d'aller rouler du côté de Cuba, une initiative qu'interdit le gouvernement américain. Elle a de ce fait écopé d'une amende de près de 10 000 dollars pour l'expédition de tourisme cycliste qu'elle a fait à Cuba il y a trois ans avec une amie, Amy Olsen. La vénérable athlète avait pourtant imaginé contourner les lois américaines en organisant son périple depuis une agence de tourisme installée à Toronto, signale le *Sunday Telegraph*, de Londres. Mais le gouvernement des États-Unis n'autorise un voyage à Cuba que pour des raisons religieuses, humanitaires, éducationnelles ou journalistiques. À son retour, elle a traversé la frontière canado-américaine et quand le douanier lui a demandé si elle avait des choses à déclarer, elle a parlé de babioles qu'elle rapportait de Cuba pour ses petits-enfants. Le fonctionnaire consciencieux a ultérieurement mis la procédure en marche et Joan Slotte vient de recevoir la sanction. L'agence canadienne avait convaincu les voyageurs que la loi ne pouvait s'appliquer dans leur cas.



THE WALL STREET JOURNAL

Passions

UNE CHAISE PLIANTE, un flacon de gin, un livre ou un appareil radio, et voilà un pêcheur du dimanche parfaitement heureux, installé sur les glaces printanières d'un lac ou en bordure du Saint-Laurent ou de la rivière des Outaouais, attendant patiemment que gigotent les dorés, les perchaudes ou les brochets qui meubleront tout à l'heure son repas du dimanche. Ils sont des dizaines de milliers au Québec à s'adonner à cette activité de week-end, à se fondre dans la nature d'hiver avant que les glaces ne fondent à leur tour. Cette activité se pratique sur une bonne portion de la frontière canado-américaine, de l'Atlantique au Pacifique. Un reporter du *Wall Street Journal* est allé fureter du côté d'un lac du Minnesota où il a découvert un personnage hors-série, Dave Genz, qui, contrairement à la faune ambiante, pêche pour pêcher et non pas pour aller se détendre en badinant ou en jouant aux cartes avec les copains. M. Genz estime que les pêcheurs sur glace ne sont pas sérieux ; il leur reproche de boudier les caméras sous-marines ou les recours aux satellites pour repérer les bancs de poissons, comme cela se fait en pêche d'été. Mais voilà : M. Genz est tellement mordu de la pêche sur glace qu'il a quitté son emploi pour devenir pêcheur sur glace professionnel. Il est de tous les concours et séminaires, de New York au Dakota du Nord. Y'a plus moyen de s'amuser tranquillement, quoi...

Américains tués en Afghanistan

Agence France-Presse

KABOUL — Deux soldats américains ont été tués hier dans une embuscade dans la province de Helmand, dans le sud-ouest de l'Afghanistan, alors que d'importants combats ont opposé des combattants afghans pro-gouvernementaux à un groupe de talibans présumés, dans la province voisine de Kandahar.

Un membre des forces spéciales américaines et un militaire de l'armée de l'air ont été tués vers 16 h dans une embuscade contre une patrouille de reconnaissance de quatre véhicules circulant aux environs de la localité de Geresk, dans le nord de la province de Helmand, selon l'armée américaine.

Le communiqué américain n'a donné aucune autre information sur les circonstances de l'attaque. Les noms des deux victimes ne seront pas rendus publics avant que la nouvelle de leur mort soit communiquée aux familles, a simplement indiqué cette source.

Quatre hommes armés non identifiés ont ouvert le feu sur le convoi sur une route du district de Sangin, a précisé à l'AFP le chef des services de renseignements de Helmand, Dad Mohammad Khan.

Ce dernier incident porte à 63 le nombre de militaires américains tués en Afghanistan depuis le début de l'opération « Liberté immuable » en octobre 2001.

« Intenses recherches » pour retrouver l'épouse de Milosevic

Agence France-Presse

BELGRADE — La police serbe a annoncé hier qu'elle procédait à d'« intenses recherches » pour retrouver Mira Markovic, la femme de l'ex-président yougoslave Slobodan Milosevic, après la découverte jeudi des restes d'Ivan Stambolic, un ex-président de Serbie, disparu en 2000.

« La police soupçonne Mira Markovic d'être mêlée à cet assassinat et procède à des recherches intenses pour la retrouver », indique un communiqué du ministère serbe de l'Intérieur.

Dans un deuxième communiqué, diffusé une heure à peine après le premier, le ministère de l'Intérieur a annoncé posséder des informations selon lesquelles M^{me} Markovic a quitté la Serbie le 23 février et se trouve actuellement sur le territoire de la Fédération russe.

« Par l'intermédiaire de son avocat, M^{me} Markovic a été appelée à revenir dans le pays immédiatement et à contacter la police pour un interrogatoire. Si elle ne se plie

pas à cet appel, un mandat d'arrêt international sera émis contre elle », précise le communiqué.

Auparavant, le ministère de l'Intérieur a précisé que « les informations rassemblées jusqu'à présent montrent clairement que l'assassinat (de M. Stambolic) était motivé par des raisons politiques et l'enquête se poursuit dans ce sens ».

Plusieurs hauts fonctionnaires de la Gauche yougoslave (JUL, néo-communiste, opposition), le parti de M^{me} Markovic, et du Parti socialiste (SPS, opposition) de son époux Slobodan Milosevic ont été interpellés pour interrogatoire, poursuit le communiqué.

Goran Matic et Ivan Markovic, de la JUL, ainsi qu'Uros Suvakovic, du SPS, ont été interrogés car la police les soupçonne de posséder des « informations précieuses pour l'enquête », ajoute le communiqué.

Un proche collaborateur de Slobodan Milosevic et haut fonctionnaire du SPS, Bogoljub Bjelica, a été « interpellé et retenu » dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat d'Ivan Stambolic, a annoncé le ministère de l'Intérieur. M. Bjelica avait été désigné par Milosevic l'année dernière pour diriger le SPS en son absence.

Dans une première réaction, le

SPS a annoncé que M. Milosevic était prêt à « répondre à toutes les questions des enquêteurs », dans un communiqué dont l'AFP a reçu une copie. « Le SPS exige que les enquêteurs se rendent à La Haye immédiatement car la vérité est dans l'intérêt du SPS, de Milosevic et de la Serbie », ajoute le communiqué.

La police a annoncé vendredi la découverte des restes d'Ivan Stambolic, ancien président disparu en 2000 et assassiné par une unité de la police spéciale dissoute cette semaine.

« Nous avons l'intention d'interroger Milosevic à La Haye, ainsi que sa femme Mira Markovic », avait annoncé le ministre de l'Intérieur Dusan Mihajlovic.

Président de Serbie dans les années 80, Ivan Stambolic avait été évincé de ce poste en 1987 par M. Milosevic, qui comparait depuis février 2002 devant le Tribunal pénal international (TPI) pour crimes de guerre en ex-Yougoslavie.

Selon des sources au sein du gouvernement serbe, les restes de Stambolic ont été retrouvés grâce à l'assistance d'un de ses meurtriers, qui a emmené la police à l'endroit où son corps avait été enterré, sur le mont de Fruska Gora, dans le nord du pays.

| ALGÉRIE |

Trois massacres en deux jours

Agence France-Presse

ALGER — Après une période de relative accalmie, 21 personnes ont été tuées mercredi et jeudi de la semaine dernière en Algérie dans trois massacres attribués à des groupes islamistes armés, d'après des bilans officiels.

Ces trois massacres sont survenus alors que les Algériens organisaient jeudi, dans tout le pays, des manifestations de soutien à l'Irak.

La presse explique cette recrudescence par une baisse de la vigilance des forces de sécurité.

Huit personnes d'une même famille, dont trois enfants âgés de 4 mois à 11 ans, ont été sauvagement tués et mutilés jeudi soir au douar isolé de Chthia, près de Relizane (300 km à l'ouest d'Alger).

Presque au même moment, un groupe armé, fort d'une quinzaine d'hommes, a tué quatre personnes, dont un couple, dans le département de Blida (50 km au sud d'Alger).

Mercredi soir, neuf personnes ont été assassinées à un barrage dressé par un groupe armé sur une route près de Mefiah, dans la région de Blida.

Les occupants de trois véhicules pris au piège, ont été sommés de descendre et de s'agenouiller sur la route avant d'être abattus froidement, selon des journaux.

Avertissement:

Ce film contient des scènes qui pourraient vous donner l'eau à la bouche...



Juliette Binoche et Johnny Depp

Chocolat

LES BEAUX DIMANCHES

ce soir 19h30

www.radio-canada.ca/cinema

 **Ici**
Radio-Canada

LA PERSONNALITÉ DE LA SEMAINE

ENCORE PLUS QUE DU TALENT, DE L'INTELLIGENCE, MÊME DU GÉNIE, L'EXCELLENCE NAÎT DE L'EFFORT

Guy A. Lepage

La Presse souligne le grand succès, au Québec et dans au moins 18 pays, de la populaire série *Un gars, une fille* et de son créateur, et nomme Guy A. Lepage Personnalité de la semaine.

JEAN-PAUL SOULIÉ

Deux jours seulement après le tournage de l'ultime épisode de la série *Un gars, une fille*, dont il est depuis 1997 l'homme orchestre, cumulant les fonctions de concepteur, d'auteur, de script-éditeur, de réalisateur-coordonnateur et de comédien, sans oublier son rôle d'exportateur du concept de la série à succès aux quatre coins du monde, Guy A. Lepage était sacré personnalité de l'année au 18^e Gala MetroStar. L'ex-membre du défunt groupe Rock et belles oreilles (RBO) ne cachait pas son émotion en descendant de la scène du Monument-National. Il avouait, trophée en main, porter le deuil et avoir beaucoup pleuré avec ses collaborateurs aux derniers instants de travail de la populaire série. «Ce trophée, c'est pour nous remercier d'avoir fait *Un gars, une fille*», a-t-il dit en rendant hommage à sa partenaire Sylvie Léonard et à tous ses proches. *La Presse* souligne le grand succès, au Québec et dans au moins 18 pays, de la populaire série et de son créateur, et nomme Guy A. Lepage Personnalité de la semaine.

Né dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve en 1960, Guy A. Lepage a commencé sa carrière en 1981. Il se raconte comme le ferait un de ses personnages. «Je viens d'un milieu modeste, je suis le premier parvenu de ma famille.» Parvenu rapidement: «Dès 1983, ça a décollé. RBO faisait de la radio communautaire, nous avons participé à un concours en France, où le genre débutait, et nous avons obtenu un prix, de bonnes critiques. Rentrés au Québec, CKOI nous a offert une job, une heure d'émission.» Deux ans plus tard, le groupe était Révélation de l'année de l'ADISQ.

Parti de chez lui très jeune, Guy A. Lepage se dit peu doué pour la patience et la planification. C'est là sans doute l'explication de la réussite rapide de son groupe. «Je vis dans le moment présent. C'est ce qui m'intéresse. Mes parents déménageaient souvent, j'ai été à la polyvalente Saint-Exupéry, puis au cégep Maisonneuve, et enfin en commu-

nications à l'UQAM.» Un très bon choix: c'est là qu'il rencontre tous les gars de RBO. «Je ne crois pas au hasard, je crois à ses effets, dit-il, et surtout aux gens qui vous entourent. Je ne peux pas faire mon métier tout seul. J'ai besoin de tout un tas de gens, et même si c'est moi qui reçois les prix, ils méritent tous d'être partagés.»

Depuis la «Tournée mondiale des cégeps» de 1984-1985, Guy A. Lepage et ses acolytes n'ont pas chômé. Son CV est pratiquement surchargé de titres de spectacles, d'émissions et de galas. Depuis 1982, la masse de travail qu'il y a derrière tous ces titres est ahurissante. «Je suis le Réjean Houle du showbiz, se plaît-il à dire. Je travaille fort dans les coins.» Et il a *scoré* plus souvent qu'à son tour. Depuis le fameux Premier prix du Marathon radiophonique du festival des radios FM de La Rochelle, en 1985, immédiatement suivi du premier Félix de RBO, Guy A. Lepage va accumuler les Coqs d'or et d'argent, les Félix, les Gêmeaux et les disques d'or en nombre tel qu'il devient trop long d'en dresser la liste.

Les productions se sont enchaînées à un rythme phénoménal. En 1995-1996, l'émission de variétés *Besoin d'amour* est retirée de la programmation après une saison. Un demi-échec qui va donner naissance à un immense succès, car avec les clips tombés de l'émission, Guy va trouver le filon d'*Un gars, une fille*. «Dans les affaires de couple, j'ai toujours aimé voir les deux en même temps, comment l'un réagit aux propos de l'autre. C'est ça qui a donné l'habitude de ne pas filmer en général les autres acteurs: on ne voit souvent que leurs bras, mais Sylvie et Guy sont toujours couverts par la caméra. Pour le reste, *Un gars, une fille* appartient à la génération RBO, où tout était clippé.»

Guy A. Lepage dit de lui qu'il est un «angoissé». «Je n'ai aucune théorie sur la façon d'écrire.» Et il loue encore une fois la collaboration de Sylvie Léonard, sa participation aux dialogues et l'importance de sa personnalité dans la série. «Quand nous vendons le concept ailleurs dans le monde, nous passons une semaine à



«Je ne crois pas au hasard, je crois à ses effets, et surtout aux gens qui vous entourent. Je ne peux pas faire mon métier tout seul. J'ai besoin de tout un tas de gens, et même si c'est moi qui reçois les prix, ils méritent tous d'être partagés.»

Photo ROBERT MAILLOUX, La Presse ©

10 jours en immersion totale et nous mettons un très grand soin à choisir les deux acteurs: c'est essentiel dans cette opération d'adaptation du concept.»

Sa conjointe, Louise Richer, joue aussi dans *Un gars, une fille*. «Mais au travail, je ne me confie pas beaucoup. Je veux la surprendre, avoir d'elle un premier *feed-back*.» Le couple a un fils, Théo, qui a 11 ans. «Nous ne savons pas ce qu'il va faire dans la vie. Il est logique, rationnel, et aussi très imaginaire. Nous, nous lui ouvrons des portes. Tout ce que je souhaite pour lui c'est qu'il ne devienne pas un actuaire. Sa maman a fondé et dirige une école d'humour, par quoi elle rend les gens heureux. Je lui souhaite de faire

comme ses parents, d'exercer un métier de passion.»

Accroché à ses nombreux téléphones, toujours en gestation de quelque chose, Guy A. Lepage, «le plus heureux des hommes tristes» après avoir terminé *Un gars, une fille* et avoir récolté un MetroStar, annonçait au début de la semaine qu'il allait arrêter pour un temps de travailler pour la télé. «D'ici dimanche prochain, je vais avoir quelque chose à annoncer», disait-il. C'est fait: il va réaliser l'été prochain son premier film, *Camping sauvage*. Il y campera le personnage principal aux côtés de Sylvie Moreau et il a participé à l'écriture du scénario. Le film sortira en 2004.



Photo BERNARD BRAULT, La Presse ©



Photo ROBERT MAILLOUX, La Presse ©



Retrouvez La personnalité de la semaine

La Presse/Radio-Canada demain matin



René Homier-Roy
C'EST BIEN MEILLEUR LE MATIN
du lundi au vendredi
de 5h à 9h



Dominique Bertrand et Paul Houde
TOUS LES MATINS
du lundi au vendredi
à 9h



3130074